

LE JOUR, 1951
23 Octobre 1951

LA TRAGEDIE D'ISRAEL

La crise financière en Israël atteint un point d'acuité extrême.

Avec les devises qui manquent, ce sont les vivres qui se raréfient. Les rations, déjà fort maigres, ne sont pas servies et les habitants d'Israël livrés à un marché noir qu'on ne combat plus efficacement sont aux prises avec les difficultés les plus grandes. Et la monnaie d'Israël vaut ce qu'elle vaut.

Pendant ce temps l'immigration continue et l'armement aussi ; c'est vers la tragédie que progresse Israël. Si vive que soit l'intelligence de ceux qui le gouvernement, si méritoires que soient leurs efforts, on doit penser de leur politique qu'elle va contre la raison. Cette entreprise anormale sur le plan humain, se subordonne à des moyens anormaux.

Si Israël en tant que peuple et de gouvernement, cherchait la crise plutôt que la paix, il ne se comporterait pas autrement. Sans qu'il y ait cette fois de Dalila dans l'histoire, M. Ben Gurion doit commencer à se souvenir de Samson, prêt à ébranler les colonnes du temple.

Tout ce qui pouvait être fait pourtant pour édifier une nation par la violence a été fait en faveur d'Israël ; on l'a vu bénéficier de toutes les bienveillances, de toutes les tolérances, de toutes les faiblesses. Et la presse du monde, orchestrée comme on sait, a fait de l'édifice raciste le plus anachronique de l'univers des éloges désordonnés.

Maintenant il faut regarder la vérité en face, Israël défie outrageusement les principes de l'économie la plus élémentaire pour ne plus rien espérer, on dirait, que de la force et de l'usage de la force.

Dans la publicité que fait Israël pour son emprunt de 500 millions de dollars aux Etats-Unis, (nous avons sous les yeux un numéro de « New-York Herald Tribune » où cette publicité sous forme de réponses à vingt questions, couvre une page entière), l'absorption de 600.000 immigrants nouveaux est envisagée d'ici la fin de 1953. Jusqu'où peut aller le dérèglement et quelles perspectives on a devant soi, on peut en juger par là. Compte tenu des circonstances et des faits, c'est une véritable provocation.

Et on s'étonne avec cela que les travaux de la Commission de conciliation ne soient pas plus fructueux !

Mais sur quoi veut-on que la conciliation se fasse ? Est-ce pour préparer aux voisins d'Israël un avenir calamiteux qu'on les invite à régler les problèmes qui gênent le plus Israël ? Sans doute il y a la terrible question des réfugiés, au seuil d'un nouvel hiver. Mais que suggère-t-on sur ce point qui témoigne de la bonne volonté d'Israël et qui ne soit pas de la plus cruelle ironie ?

Les pactes de non-agression qu'Israël propose sont d'avance détruits par les faits.

Qu'offre-t-on qu'on nous le dise qui soit un pas vers la compréhension ? La Commission de conciliation a commencé par déclarer que la solution de la question des réfugiés dépendait de la politique économique des Arabes ; on ne pouvait mieux faire pour rendre la conciliation inutile et vaine.

Les difficultés dans lesquelles Israël se débat sont imputables aux développements inhumains d'une politique d'agression et de conquête. La crise financière d'Israël, sa crise des vivres, sa crise morale, tout cela s'atténuerait rapidement si l'immigration en Israël s'arrêtait et si Israël cessait de s'armer.

Mais la volonté de guerre, proche ou lointaine, monte du subconscient vers le conscient de tout ce peuple.

La présence internationale dans les Lieux saints n'a jamais été plus impérative, plus urgente : elle est devenue le seul tampon possible.

Si Israël repart à la conquête de ce qui reste de Sion et du territoire des Douze tribus, ce sont les Etats-Unis et les nations-Unies qui porteront le poids de ce crime et de ce péché.